

Interview croisée

Réformer ou réparer le système ? Deux visions pour la santé suisse

Coûts, gouvernance, innovation, prévention: le système de santé suisse est confronté à de nombreux défis. Comment y répondre ? Laurent Kurth, président d'Unisanté et Felix Schneuwly, expert en assurance chez comparis.ch, s'expriment sur les directions à prendre. Regards croisés.

Bien que reconnu pour sa qualité, le système de santé suisse assiste à une incessante hausse des primes. Est-il malade pour autant?

Laurent Kurth: Il n'est pas en phase terminale. La Suisse dispose d'un personnel très qualifié, d'infrastructures performantes et d'un accès aux soins globalement bon. L'assurance-maladie prévoit aussi une solidarité entre personnes malades et celles en bonne santé. En revanche, le système est trop centré sur les soins curatifs et sur une approche technique, par spécialité, de la médecine. Il reste insuffisant en matière de prévention, de coordination des soins et d'intégration du vécu des patient-es. Le système tarifaire incite aussi à produire et à consommer des prestations superflues.

Felix Schneuwly: Notre système reste l'un des meilleurs au monde. Les progrès de la médecine, des technologies médicales, des médicaments ou encore de l'intelligence artificielle permettent d'améliorer constamment les traitements. Le défi est donc surtout de faire en sorte que l'innovation se poursuive et qu'elle profite pleinement aux patient-es, sans faire exploser les coûts.

Les obstacles sont-ils avant tout financiers, organisationnels ou politiques?

F.S.: Les coûts augmentent parce que les traitements progressent et que nous pouvons faire davantage qu'auparavant. En revanche, nous n'accordons pas assez d'importance à la qualité et à l'efficacité des prestations. Le financement récompense surtout le volume des actes, pas leurs résultats. Il faut aussi considérer des éléments externes : notre économie forte, notre prospérité et le système de formation dual avec de bonnes chances d'ascension sociale influencent notre santé bien plus que la médecine réparatrice, même si l'on réclame davantage d'argent pour la prévention.

Aujourd'hui, notre système est pensé avant tout à travers la LAMal, donc sous l'angle de l'assurance et du remboursement des prestations. Cette logique empêche de développer une véritable politique nationale de santé publique.

Laurent Kurth
Président d'Unisanté

L.K.: Le problème est surtout organisationnel et politique. Les coûts sont une conséquence de cette organisation. Aujourd'hui, notre système est pensé avant tout à travers la LAMal, donc sous l'angle de l'assurance et du remboursement des prestations. Cette logique empêche de développer une véritable politique nationale de santé publique.

La gouvernance, essentiellement cantonale, est-elle donc un frein?

L.K.: Non. C'est le flou dans le partage des compétences entre Confédération (assurance-maladie), cantons (organisation du système de santé) et autres parties prenantes (par exemple concernant la négociation des

tarifs) qui rend difficile l'émergence d'une vision commune et fait obstacle à la prise de responsabilités. Nous n'avons pas réellement de politique nationale de santé, mais essentiellement la gestion d'une assurance-maladie.

F.S.: Selon moi, nous avons déjà les instruments nécessaires à disposition. On parle de réforme, mais il ne faut pas oublier que beaucoup ont déjà été menées, notamment sur la LAMal. Avant de modifier les structures en place, il faut définir précisément le problème à résoudre. Trop souvent, les réformes sont lancées sans objectifs mesurables. Chaque changement devrait être accompagné d'indicateurs permettant d'évaluer son efficacité et, si nécessaire, de le corriger.

La prévention est-elle l'axe d'amélioration majeur?

F.S. : La prévention est importante (par exemple les vaccinations), mais elle ne suffira pas. Il faut aussi davantage de transparence sur la qualité des soins afin que les patient-es puissent comparer les prestations. Aujourd'hui, cette transparence reste insuffisante.

L.K.: Il faut aussi renforcer la promotion de la santé, l'éducation à la santé dès le plus jeune âge, développer la médecine de premier recours, mieux accompagner les personnes atteintes de maladies chroniques et améliorer la coordination des soins. L'objectif est de replacer le bien-être des patient-es au centre du système.

Une loi fédérale sur la santé permettrait-elle de mieux coordonner ce système?

L.K.: Une telle loi pourrait constituer une avancée importante si elle permettait de dépasser la seule logique assurantielle et de penser la santé publique dans son ensemble, par exemple via des programmes nationaux visant à faire reculer le diabète, l'obésité, les maladies cardiovasculaires, etc.

Je plaide pour davantage de liberté dans les modèles alternatifs d'assurance, moins de bureaucratie et une culture de confiance plutôt que de contrôle.

Felix Schneuwly
Expert en assurances

F.S. : La LAMal repose déjà sur des principes solides : une assurance obligatoire, un même catalogue de prestations pour toutes les personnes assurées et des critères clairs pour le remboursement des traitements. Plutôt que d'adopter une nouvelle loi, je pense qu'il faut revenir à ces principes et mieux les appliquer.

En parlant de réforme, laquelle vous paraît prioritaire?

F.S.: Je plaide pour davantage de liberté dans les modèles alternatifs d'assurance, moins de bureaucratie et une culture de confiance plutôt que de contrôle. Les professionnel·les de santé consacrent trop de temps à l'administration. Il faut également encourager davantage l'innovation et sortir d'une logique où chaque abus conduit à imposer de nouvelles contraintes à l'ensemble du système.

L.K.: Il faut construire une véritable politique nationale de santé, garantir chacun·e un accès sans obstacle aux soins de première ligne, mieux coordonner l'action des actrices et acteurs, et investir davantage dans la prévention et la promotion de la santé.

Propos recueillis par Thibault Gilgen

Laurent Kurth
Président d'Unisanté

Felix Schneuwly
Expert en assurance, comparis.ch